

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09320P0113 du 03/06/2020
portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 et l'ordonnance n°2020-306 du 25 mars modifiée relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu le code forestier, notamment ses articles L341-1 et L341-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09320P0113, relative à la réalisation d'un projet de défrichement pour aménagement d'un lotissement sur la commune de Lambesc (13), déposée par CITIC, reçue le 11/05/2020 et considérée complète le 11/05/2020 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 14/05/2020 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 47a du tableau annexé à l'article R122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, comprise entre 0.5 et 25 hectares et consiste à procéder au défrichement des parcelles cadastrées CO 216, 246, 648 et 842 sur une superficie de 12 700 m² ;

Considérant que ce projet a pour objectif l'aménagement d'un lotissement de 17 lots de terrain à bâtir pour des maisons individuelles et d'un macro-lot pour 8 logements sociaux, sur un terrain de 12 700 m², l'emprise au sol des constructions étant de 2 544 m² et la surface de plancher étant de 4 305 m² ;

Considérant la localisation du projet :

- sur des parcelles boisées situées à proximité immédiate de zones urbanisées ;
- en zone 1AUcrF1p du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Lambesc, approuvé le 03/05/2017 et ayant fait l'objet d'une modification approuvée le 24/10/2019, ainsi que dans le périmètre de l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) Boimau ;
- en zone d'aléa mouvements de terrain et d'aléa retrait et gonflement des argiles ;
- à l'intérieur du domaine vital de l'Aigle de Bonelli « Garrigues de Lançon » ;
- à 160 m du site Natura 2000 (Directive Oiseaux) « Garrigues de Lançon et Chaînes alentours » ;
- à 160 m de la Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) type II « Plateau des quatre termes – gorges de la Touloubre – la Barben » ;

Considérant que les incidences du projet sur la biodiversité, les habitats naturels et la préservation des continuités écologiques ne paraissent pas significatives, compte tenu de :

- la surface concernée par le défrichement ;
- la localisation du projet aux abords immédiats d'une zone urbanisée ;

Considérant les impacts limités du projet sur l'environnement, qui sont essentiellement liés à la phase de travaux ;

Arrête :

Article 1

Le projet de défrichement des parcelles cadastrées CO 216, 246, 648 et 842 situé sur la commune de Lambesc (13) n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à CITIC.

Fait à Marseille, le 03/06/2020.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
La cheffe d'unité évaluation environnementale,



Marie-Thérèse BAILLET

Voies et délais de recours d'une décision dispensant le projet d'étude d'impact
--

Recours gracieux et hiérarchique, dans les conditions de droit commun, ci-après :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia

1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex
(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision)